

Le numérique entre remède et poison Quelles conditions à son appropriation ?

23 janvier 2010, Initiative française du FMSD, Paris

Trois interventions liminaires

Julien Gautier (Ars Industrialis, Skhole)

L'association Ars Industrialis présente sa conception du rapport de l'homme et des techniques. Ainsi elle considère les techniques non pas uniquement comme l'ensemble des moyens mis à la disposition des hommes, dont ils devront apprendre à se servir, mais bien plutôt comme un milieu qu'il s'agit de s'approprier, de faire sien. Cette notion de milieu souligne la dimension intermédiaire des techniques en tant qu'elles médiatisent les rapports des hommes à leur environnement et le rapport des hommes entre eux. Mais plus qu'un médium, elles sont le milieu même de l'homme et le constitue en tant qu'homme. Par exemple, on ne saurait réduire le langage à sa dimension « instrumentale » que l'on pourrait nommer aussi « communicationnelle ». En effet, le langage est aussi le lieu (le milieu) où se constitue la pensée. Tout homme pour se faire homme (pour s'individualiser), s'approprie une langue qui au départ, lui est extérieure. La possibilité d'une telle appropriation pose bien sûr la question de la transmission.

Or la transmission des techniques d'une génération à l'autre requiert la mise en mémoire des usages et pratiques qui leur sont associés. L'homme a cette spécificité d'« extérioriser » sa mémoire, de l'enregistrer sur divers supports, afin de la transmettre à d'autres hommes. Il a recours à ce qu'on peut appeler des « mnémotechniques ». On peut citer par exemple l'écriture alphabétique, le livre imprimé, l'informatique. Elles conditionnent et transforment notre manière de penser et de construire des savoirs, y compris des savoirs scientifiques. Ainsi aujourd'hui, l'élaboration des savoirs scientifiques ne peut être pensée en dehors du milieu où ils s'élaborent, milieu que les techniques de numérisation ont considérablement transformé.

La technique est-elle une bonne ou mauvaise chose ? Rien ne nous permet de trancher a priori. Toute technique peut tout aussi bien être un remède ou un poison. En cela, elles sont en quelque sorte un « pharmakon », un produit, un médicament qui sera bon ou mauvais, en fonction des usages que l'on en fait. Par conséquent, elles requièrent un certain soin (prescription, dosage, tolérance, prise en compte des effets secondaires et des phénomènes d'addiction...). Platon mettait en garde, en son temps, contre un certain usage de la langue et de l'écriture, celui des sophistes. C'est d'ailleurs à partir de cette réflexion critique qu'il a fondé une école philosophique. A notre époque, la télévision aurait pu faire l'objet d'une telle attention. Au contraire sans cette attention (des pouvoirs publics et de chacun d'entre nous), une technique risque fort de devenir un poison. Pour le dire autrement, elle risque fort de devenir un milieu dissocié, fonctionnant à sens unique, c'est-à-dire selon un certain usage prescrit par d'autres que soi. Au contraire, la possibilité laissée à l'utilisateur de s'approprier la technique en vue d'usages variés et inventifs, valables pour lui, qualifiera un milieu associé. Le Web peut en être un. C'est en tout cas l'enjeu de la rencontre d'aujourd'hui.

Ars Industrialis tient également à replacer cette réflexion autour de l'homme et des techniques dans le cadre plus large du capitalisme. Entrons-nous dans une nouvelle phase du capitalisme, que d'aucuns appellent « société de la

connaissance », « capitalisme cognitif »... Comment replacer les évolutions actuelles, liées aux techniques numériques, dans la perspective historique tracée par les formes antérieures du capitalisme ? On peut en identifier au moins deux formes : le capitalisme productiviste du 19^e siècle, cherchant à mettre sur le marché des produits toujours moins chers, et le capitalisme consumériste, cherchant à agir sur les individus eux-mêmes (sur leur désir de se procurer tel ou tel produit, tout en assurant l'obsolescence rapide dudit produit). Notre parti pris est de dire que cette histoire-là reste à ce jour indécidée. Nous oscillons encore entre la constitution d'un milieu associé basé sur une économie de la contribution et un milieu dissocié, accentuant le contrôle des individus et aggravant la dépossession des savoirs.

Alain Giffard (Ars Industrialis)

Alain explique comment l'usage non pensé et non maîtrisé des techniques numériques est un obstacle à leur appropriation et fait valoir, contre l'enthousiasme hâtif, un milieu « approprié » renouant avec une philosophie critique.

Petite comparaison avec l'époque où l'anarcho-syndicaliste Fernand Pelloutier, fondateur des Bourses du travail, écrivait dans sa « Lettre aux anarchistes » de 1900 : « Nous sommes les ennemis irréconciliables de tout despotisme moral ou matériel, individuel ou collectif (...) et les amants passionnés de la culture de soi-même. » Une citation à mettre en regard de l'analyse des causes de la crise du syndicalisme, en 1917, par le syndicaliste Pierre Monatte, qui écrit : « Nous avons mérité de l'éducation. Surtout, nous n'avons pas été les amants passionnés de la culture de soi-même. (...) Nous étions des esprits dispersés, gaspilleurs de notre attention et de nos forces. Dans nos milieux, on ne savait plus la joie que donnent les lectures sérieuses et la force d'une pensée ferme et concentrée. On ne savait plus lire, on buvait le journal, le quotidien et l'hebdomadaire (...). Commençons par l'effort personnel, la planchette à livre, par l'étude sérieuse, par la méditation dans la paix de la chambre, le souci de soi, et vous verrez si cela ne fera pas de nous d'autres hommes que ceux que nous étions hier » (« Réflexions sur l'avenir syndical »). Le milieu associé est ici le livre, le milieu dissocié le journal, révélateur d'une addiction à la technologie médiatique et d'une perte de centrage de l'individu sur des valeurs propices à la pensée approfondie.

Le numérique ne joue-t-il pas trop fortement le rôle de milieu dissocié aujourd'hui, où l'homme constate à la fois son enfermement dans des phénomènes d'addiction, de prolétarianisation ou de perte de savoir et son manque de maîtrise sur le développement des techniques ? Constat que partageraient les mouvements sociaux et les scientifiques, devenus plus critiques sur l'ambivalence de ces techniques et sur l'enthousiasme militant ou scientifique qui a prévalu dans une première phase de mise en place du Web ?

Il y a eu une première phase de sidération, en effet. Le Web a suscité l'espoir d'un outil idéal pour les pratiques militantes en réseau ; les militants y reconnaissent ou y cherchent le « self media » (vs. mass media). L'idée clé était celle d'une correspondance entre la technologie et les besoins ou la culture des mouvements sociaux d'une part et des scientifiques de l'autre. Le premier livre de Ted Nelson, l'inventeur de l'hypertexte, s'appelait ainsi « Computer's lib » (la libération des ordinateurs et par les ordinateurs). Il y a eu un espoir, un rêve, qui peut persister aujourd'hui avec les « tactical medias » (médias tactiques), d'une correspondance directe et assez parfaite entre, d'une part, la sociabilité numérique qui s'exprime à travers le « peer to peer », les réseaux sociaux, le Web 2.0 et en général le caractère horizontal du réseau et, d'autre

part, les désirs et les traditions d'associations à l'égard des pratiques coopératives participatives égalitaires. Le constat est sensiblement le même dans la communauté scientifique, qui de son côté a grandement participé à l'essor du Web. Tim Berners-Lee, l'inventeur du Web, recherchait d'abord un moyen de développer publication et communication scientifiques. Malgré des critiques ici ou là, cet état de sidération a d'abord prévalu.

Nous vivons cependant une deuxième phase, de retournement. En témoigne récemment, l'appel de Geert Lovink, théoricien du Web et fondateur de Nettime (première grande liste de discussion européenne), qui invite avec le groupe Ipolitto à relancer la critique de la technologie : «Comment pourrions-nous comprendre notre implication politique, émotionnelle et sociale dans la culture internet des prochaines années ? (...) Jusqu'à présent, [les concepts collectifs liés aux réseaux sociaux : tag, lien, amis sur Facebook, partage, twit...] ont été fabriqués de haut en bas par les programmeurs des industries (...). Ce sont des mots qui n'indexent aucune forme d'intelligence collective, aucune forme de créativité collective, aucune forme de socialisme en réseau». «Les réseaux sociaux sont des technologies du divertissement et de la diffusion. Les sites de mise en réseau sont des drogues sociales (...). Ce dont le monde en ligne a besoin, ce n'est pas de modes mais de relations sociales durables» (cf. «Dix thèses sur le Web 2.0»).

Déclaration où surgit un appel à la critique de la technologie. Aujourd'hui, force est de constater que les mots réseaux sociaux, coopération, expression, etc., désignent aussi bien un nouveau type de sociabilité que les tendances du marketing numérique elles-mêmes, le modèle d'affaires et le modèle technologique des nouvelles industries culturelles. De même, la pratique de la lecture numérique se signale elle aussi comme pratique fortement influencée par les industries du numérique, c'est une technologie par défaut qui ne permet pas directement une lecture approfondie, soutenue ou d'étude, où le lecteur s'affronte à un mélange de textes de robots et de textes humains, aux bénéfices mais aussi aux limites des moteurs de recherche, ou encore au modèle Google (orienté par la revente des opérations de lecture au marketing) antagonique avec le développement de réelles pratiques de lecture, par nature non commercialisables.

Philippe Aigrain (La Quadrature du Net, Sopinspace)

En tant que discutant, Philippe Aigrain revient sur la question centrale débattue : pourquoi le numérique est-il à la fois «poison et remède» ? parce que des techniques qui modifient aussi radicalement ceux qui s'en servent de façon transverse dans la société ont par nature des effets contradictoires. Elles servent ceux qui s'en emparent mais cela n'efface pas le fait qu'elles ont une substance propre, des propriétés qui confèrent des pouvoirs et des capacités d'action à certains acteurs et permettent plus aisément de développer certains buts que d'autres. Dans ce contexte, à quelles approches politiques a-t-on assisté face à la question des choix politiques des technologies ?

Depuis les années 1970 et les premiers commentaires sur l'informatique, des penseurs comme Ivan Illich, Jacques Ellul, René Passet, ou plus tard Manuel Castells («La société en réseau», vol. 1, 1988) ont souligné la capacité des grandes organisations – armées, administrations, entreprises – à s'emparer des techniques d'information et de communication dans des buts d'optimisation, de contrôle et de surveillance. D'autres ont plutôt souligné que le développement de l'informatique personnelle et de réseaux universels non discriminatoires – où tout le monde a la capacité d'émettre et de recevoir les contenus sans restriction – était porteur d'un processus possible d'appropriation par les

individus et les groupes de la société civile des techniques informationnelles et des réseaux à des fins de coordination, de participation et d'innovation. Dans cette deuxième tendance, des mouvements d'appropriation distribuée se sont développés assez discrètement jusqu'à ce que certains acquièrent une visibilité publique : c'est le cas des logiciels libres, des contenus libres, de l'activisme numérique pour la défense des libertés d'Internet.

Pendant un temps également, le monde des organisations a ignoré les mouvements distribués. Les deux processus de développement des réseaux se sont développés dans deux mondes parallèles, d'un côté les grandes organisations, de l'autre les tendances d'appropriation sociétale. Aujourd'hui, ces deux univers sont entrés en collision politique et technique. D'un côté, les entreprises ne se contentent plus en effet de contrôler leur environnement, leurs technologies : elles veulent capturer le temps des individus et tentent de le solvabiliser à leur profit, avec un succès d'ailleurs moyen (cf. «La logique de l'accès» de Jeremy Rifkin ou encore la critique de Geert Lovink sur les réseaux sociaux citée plus haut). De l'autre, c'est l'heure des choix et ceux-ci entreront en collision avec les principes des grandes organisations : devons-nous considérer ces techniques comme des données et en définir le bon régime d'usage ? ou bien allons-nous dire aussi : lesquelles veut-on, aujourd'hui et demain ? Jusqu'où peut-on en rejeter certaines ? Quel art de vivre allons-nous bâtir avec ce milieu technique ? à titre individuel ou collectif ? Comment construire une alternance et une articulation entre les temps d'interaction rapide et ceux de la réflexion critique ? Que peut-on retenir de l'époque de Pelloutier et Monatte (les syndicalistes dont a parlé Alain Giffard) où la réflexion se jouait dans la confrontation de l'esprit à l'écrit imprimé, à notre époque où l'usage des médiations informatiques et des réseaux scande nos pensées ?

Les forums sociaux, par exemple, ont eu du mal à s'approprier les outils numériques tant qu'ils n'y cherchaient qu'un outil au service d'une organisation inchangée, qu'ils n'avaient pas pris conscience de la transformation des individus et du collectif à l'âge des technologies numériques. Pourtant, il y aurait matière à une appropriation intéressante en terme d'outils collaboratifs ou participatifs. Mais il faudrait pour cela accepter de mettre en question la fiction d'un réseau d'organisations dont les individus ne sont que des représentants. Au contraire, on a affaire à des individus dont les appartenances aux organisations sont multiples et renégociées. Il faut donc retrouver le centrage individuel du collectif – celui que suggérerait la citation de Pelloutier, ou même certaines citations de Marx à ses débuts.

Cécile Cabanton (FMSD, Ars Industrialis)

Merci pour ce trajet de plusieurs décennies dans l'univers numérique. Dans un second temps de l'atelier, les interventions peuvent se faire à divers titres : témoignage, question, déplacement des sujets qui ont été exposés. Je vous laisse la parole.

Deuxième partie : le débat

Thierry Méot (Association Science Technologie Société)

Thierry Méot remercie les intervenants mais s'étonne de l'absence du mot «travail» dans la présentation de l'atelier comme dans les trois exposés liminaires sur le numérique. Pourtant, en tant que cadre d'une grande

administration, il constate que la façon dont le numérique, après l'informatique, a modifié le travail est un problème majeur. Dans les entreprises, le numérique, c'est l'intranet essentiellement. Dans les enquêtes menées auprès des salariés de France Telecom sur les raisons des suicides dans cette ancienne administration française, l'intranet a été un facteur de modification de l'organisation et de la division du travail, en rejetant des gens aux marges de la production au sens large, en réservant l'accès aux savoirs stratégiques à une couche de plus en plus mince de personnes et en générant la gestion par le stress des individus. Dans les enquêtes, le stress des salariés généré par Internet et d'autres outils comme le Blackberry est une des raisons de suicides de salariés, parmi d'autres raisons. Pour lui, ce champ de l'activité ne peut être absent d'un discours sur le numérique alors que le travail est le lieu où la pression sur les individus est maximum, entre autres via ces outils.

Philippe Aigrain

Dans le champ du travail, le poison est beaucoup plus visible que le remède pour les salariés : les critiques des années 1970 mettaient le doigt sur ce problème, et cela s'est accentué en effet. Le «laboratoire des idées» dont il est membre et qui travaille sur le numérique a d'ailleurs ciblé comme premier objet d'étude le champ du travail, dans la mesure où nous sommes dans des régimes de transformations des organisations où l'informatisation pèse sur les compétences, l'autonomie ou la définition claire des activités des salariés. Dans ce laboratoire cependant, des sociologues de terrain remarquent, que face à cette gestion par le stress, à l'email perçu comme torture, à l'envahissement du temps personnel par le travail, etc., le combat n'est pas mené pour «l'envahissement du temps de travail par le salarié». Autrement dit qu'il y a peu de mouvement pour dépasser ces problèmes. Or on ne peut pas dépeindre la culture numérique uniquement comme un enfer. Il y a aussi des bénéfices de réalisation sociale. Les syndicats soutiennent pour leur part peu des luttes pour l'émancipation, de nouvelles capacités d'action, en ce domaine. Alors que la politisation de cette question dans le champ du travail, considérant aussi bien les remèdes que les poisons, serait là aussi nécessaire pour accéder à des bénéfices de réalisation sociale.

Valérie Peugeot (Vecam, France Telecom)

Elle précise ce que disait Thierry Méot et met en avant trois impacts de la technologie numérique sur le travail, à partir de son expérience des Assises de la refondation, organisées en réaction à la crise à France Telecom. Ces Assises ont consisté en 2 600 réunions associant une large majorité des 80 000 salariés, qui ont été ensuite analysées.

1) certaines fonctions fondamentales de l'entreprise, comme le management et les ressources humaines, ne sont plus effectuées avec le sens d'une responsabilité humaine qui devrait être le leur : le transfert des interactions du quotidien vers les outils informatiques a mis au second plan les rapports humains ;

2) les gens en bout de chaîne, dans les hot line, etc., ont des outils qui n'ont pas été pensés par eux et qui ne répondent pas à leurs métiers, d'où résulte une dissociation complète entre le milieu technique et le quotidien du travail ;

3) la technologie a créé une entreprise en silo, où l'on ne communique pas d'une entité à l'autre, plus particulièrement entre les petites entités, comme à l'intérieur d'un même laboratoire de R&D. Il est paradoxal qu'une entreprise dont le métier historique est la communication se retrouve dans ce genre d'incommunicabilité interne.

Voilà trois échos, qui ne résument pas toute la situation. Il y aurait un travail

formidable à réexploiter ce matériau extraordinaire qu'est le ressenti de 80000 personnes sur leur relation à leur entreprise.

Christian Fauré (Ars Industrialis, auteur avec Alain Giffard et Bernard Stiegler de «Pour en finir avec la mécroissance»)

Il abonde dans le sens de la critique en ajoutant que les systèmes d'information d'entreprise sont souvent préhistoriques. Même lorsqu'il y a un intranet, l'écart est croissant entre les pratiques numériques dans l'entreprise et celles que l'on peut avoir chez soi. L'esquisse de contribution qu'on a en tant que particulier via le Web, quelles que soient les critiques qu'on peut faire sur le plan commercial ou les questions de vie privée, on ne la retrouve pas dans les entreprises.

Cependant, un exemple plus banal que la situation de crise à France Télécom montre aussi autre chose : c'est l'histoire du blog du directeur de marketing de France Telecom, un outil moderne, où on peut faire des commentaires, des remarques (un outil associé), mais sur lequel personne ne se permettait de faire un commentaire en interne... Ce n'est donc pas l'outil en soi qui crée le malaise et empêche la collaboration, c'est l'état d'esprit de l'entreprise qui paralyse l'usage des outils, et dans un milieu du travail très hiérarchisé, un outil Web 2.0 perd ses capacités. Quant au Blackberry, c'est au top management qu'on donne un Blackberry pour travailler...

Thierry Méot

Oui, mais c'est ce qui permet à un supérieur de donner des ordres en continu à un subordonné, où qu'il soit, et ça, c'est une révolution fondamentale dans l'organisation du travail, causée par la technologie. C'est là que je ne partage pas le postulat de départ sur la technique comme milieu, parce que toute technologie est d'abord fille de la division sociale du travail. Au moins pour les technologies matérielles, c'est plus compliqué pour le langage. Relisez Marx, la machine-outil, c'est la fille de la division du travail dans la manufacture («Le Capital», partie I). L'informatique n'est pas née comme ça, elle non plus. Elle est le résultat de la division du travail dans les bureaux, des premières machines à calculer, etc., c'est de là entre autres qu'elle vient. Toute technologie est issue d'une division sociale du travail et donc n'est pas neutre et sert à l'exploitation. Sachant que quelles que soient les phases du capitalisme, son but est toujours le même : extirper de la plus value au salarié. Les technologies sont des moyens pour cela. A l'inverse, pour les jeunes qui découvrent ce monde déshumanisé, c'est peut-être aussi un remède que de passer du temps à discuter sur les réseaux sociaux. Mais dans le travail, la déshumanisation causée par notre environnement technique s'accélère. Les gens ne se déplacent plus d'un bureau à l'autre. C'est cela aussi, la technologie aujourd'hui, la dématérialisation et les réseaux informatiques.

Christian Fauré

C'est un des aspects, oui, ce n'est certainement pas le seul. Dans certaines entreprises, les syndicats ont réinvesti l'intranet pour se l'approprier et réorganiser leur action syndicale. Ce n'est pas qu'un outil à la disposition du management. La technologie contient à la fois l'opportunité de trouver des solutions et celle de générer des crises. Si l'on remonte à l'écriture, qui est une des premières technologies, on ne peut la prendre comme une accentuation des classes sociales, car on n'était pas encore dans le schéma du XIXe siècle

et de la révolution industrielle...

Thierry Méot

On peut faire un parallèle entre le discours du prêtre de la tour de Babel – parce que la maîtrise de l'écriture était réservée au scribe et celle du langage au prêtre – entre le discours du prêtre au début de l'humanité et celui du présentateur de télévision aujourd'hui...

Philippe Aigrain

Oui, mais l'écriture a bousculé ça. Et si vous lisez «Les trois écritures» de Clarisse Herrenschildt, elle raconte l'invention de l'écriture, elle explique le débat terrible où la société grecque s'est confrontée à ce que voulait dire le fait que tout le monde puisse transcrire la parole, avec l'écriture alphabétique. C'était vécu comme une destruction des conditions hiérarchiques d'existence de la société. Ce qui veut dire qu'au sein d'un monde naissent des choses qui portent la trace de ce monde. C'est d'ailleurs d'autant plus vrai pour l'informatique qu'avant de construire sa machine «à différences» (le premier ordinateur), Babbage a écrit «Un traité sur l'économie des machines et des manufactures» – où il parle de la division intellectuelle du travail, rappelle Thierry Méot, c'est le premier à en parler... – dans la première moitié du XIXe siècle. Il n'empêche que la machine a des sauts qualitatifs qui font que la trace de sa naissance peut s'effacer ou qu'elle ne dit pas le dernier mot sur la technique développée.

Emmanuel Saint-James (co-auteur de Spip, président de SLR)

Sur la question de la neutralité de la technique, il propose de distinguer neutralité et amoralité : la technique est «amoral» au sens où on ne peut pas dire qu'elle est bonne ou mauvaise, mais elle n'est pas «neutre», et le choix d'une technique plutôt que d'une autre relève de décisions qui ne sont pas neutres non plus dans leurs effets. Ainsi, c'est moins l'informatique que la télécommunication en usage qui a induit un stress insoutenable dans le monde du travail, c'est le fait de pratiques de télécommunication – d'une administration ou d'une personne à une autre – qui supplantent la communication.

Il critique, ensuite, l'idée que le recul de la lecture soit lié à l'ère du numérique. Ce recul date des médias audiovisuels – où au lieu de lire des romans ou la presse écrite, on disait d'aller voir telle série ou tel reportage. Ce qui est marquant en revanche, avec le numérique, c'est le retour de l'écrit, plein d'inventivité, et qui ne saurait se concevoir totalement dissocié d'activités de lecture.

Sur la société de la connaissance, il parle en tant que chercheur en informatique et est président de Sauvons la recherche (SLR) : ce qu'on appelle «société» ou «économie de la connaissance» traduit la volonté de l'OMC de considérer que la connaissance est une marchandise et qu'il faut lui appliquer une logique d'entreprise, voire privatiser tout l'enseignement supérieur et la recherche. Même si la connaissance n'est pas un bien matériel, et pas non plus véritablement un service, et qu'il y a une impossibilité technique à couler certaines parties de la recherche et de l'enseignement dans une logique capitaliste, c'est le modèle imposé à tout l'enseignement et la recherche aujourd'hui : ceux-ci doivent être mis au service de la compétitivité des

entreprises, donc d'un petit nombre de gens qui en tireront profit, sans égard pour ce que signifierait que la connaissance soit au service de *tous* les salariés et de la société. L'enjeu de cette évolution est considérable.

Enfin, sur son engagement dans le logiciel libre et Spip en particulier, dont il est un co-auteur. A l'origine de Spip, il y a l'idée qu'Internet permet le partage d'information, que chacun va devenir son propre éditeur et que l'utilisateur devra, en même temps, maîtriser l'aspect technique de l'outil. Il est intéressant à cet égard de relire le manifeste d'une association pour le Web indépendant (Uzine, 1997) rédigé alors que le blog n'existait pas, où l'association déclarait vouloir fournir à chacun le moyen de créer son blog et vantait cette technique comme révolutionnaire et non commerciale. Dans Spip, l'intérêt de la démarche fut dès le départ de vouloir en faire un outil participatif. Un système d'édition collaborative avec des articles écrits par une équipe éditoriale. L'idée était aussi de créer un système dont la technique soit la plus évidente possible, pour que progressivement les gens puissent maîtriser l'aspect graphique du site, revoir la manière de naviguer, etc. Cet enjeu d'appropriation est toujours d'actualité. Un des grands enjeux qu'il y a autour du Web aujourd'hui, en effet, c'est que les gens prennent conscience des techniques qu'il y a derrière et de leurs impacts, quelles interactions elles provoquent... De ce point de vue, le Web offre une matière d'appropriation de la technique extraordinaire.

Christian Pigeon (France Télécom, Sud-PTT)

La situation des salariés a été largement évoquée, en rapport aux systèmes d'information et au numérique, et c'est tout le système d'information qu'il faudrait revoir, dans la mesure où il est avant tout un système de télé-surveillance. De ce point de vue, on est clairement dans la dimension de poison de la technique. Mais ce qui intéresse aussi la fédération Sud-PTT, ce sont les préoccupations que l'on peut avoir dans le but de favoriser les usages positifs de la technique. Sms, pocket films sont de nouveaux usages par exemple. Et nous sommes en attente du point de vue des usagers sur des aspects des nouvelles technologies qu'on pourrait développer, voire contraindre nos employeurs à développer, pour favoriser le côté remède des TIC.

Mehdi Serdidi (Association Science Technologie Société)

Il évoque une génération qui n'a jamais utilisé une encyclopédie papier. Cette génération est née dans les réseaux sociaux et a déjà utilisé Facebook. La question posée, en tant qu'animateur d'un espace public numérique (EPN), accueillant des classes et leurs enseignants, c'est : mais où est l'école dans l'éducation critique au Net ? Quand les enfants ont pour objectif par exemple de faire un film sur un thème comme le steak haché et de se documenter sur le Net, ils font confiance spontanément aux premières références trouvées, sans que cela choque l'enseignant. Mehdi au contraire leur apprend à discriminer les réponses trouvées sur Internet. Sa question est : à qui revient ce bien commun qu'est l'éducation à la critique d'Internet ? à qui appartient ce devoir d'éduquer aux médias de manière générale, mais plus particulièrement à la critique d'Internet ?

Jean-François Ballay (Ars Industrialis)

Il aborde un nouveau point : l'accès aux services. Si l'on compare Internet à d'autres grands modes techniques comme la télévision ou la voiture, quel que soit l'effet de masse, on peut encore vivre sans voiture et sans télévision. Mais

pour Internet, si l'accès aux services – une inscription en fac par exemple – impose d'avoir une adresse mail, peut-on encore se passer d'Internet ? Si l'accès aux services publics comme la Sécurité sociale, ou si pour contacter son assurance ou sa banque, il faut passer par le réseau, va-t-on pouvoir continuer à s'en passer ? Vu la rapidité avec laquelle les techniques numériques influencent et structurent nos modes de vie en société, l'avenir sera sans doute à un mix des technologies de connexion à distance pour se connecter à tous ces services. Un retraité qui aura alors un problème de versement de pension et n'aura pas suivi l'évolution de ces technologies sera dans l'incapacité de le régler... Et pour les plus jeunes, si la possibilité de vivre en société est alors d'être connecté, la question pharmacologique (remède ou poison), revient en force.

Alain Giffard

Il répond sur la question du recul de la lecture : la culture écrite n'est pas en déclin à cause d'Internet, mais clairement, le numérique se combine avec un reflux de la culture écrite. Le reflux de la culture écrite est à la limite discutable ; en revanche le reflux de la lecture est un fait dans la totalité des pays développés. Quel que soit l'entrée qu'on choisisse : l'enquête Pisa, l'enquête de la Culture, l'enquête des militaires... Toutes les études donnent le même résultat. Le numérique n'est pas à l'origine de cela. Mais notre responsabilité, à nous qui développons des instruments ou qui formons des gens, est de comprendre comment les pratiques de lecture numérique prennent place dans un contexte de reflux important de la lecture.

Ludovic Prieur (Hns-info)

Vous êtes sûr qu'avec les millions de pages lues par jour sur Internet, il y a un recul de la lecture ? Le jour où l'on aura publié le nombre de pages qui sont lues par jour sur Internet, il n'y aura pas assez de la forêt amazonienne...

Philippe Aigrain

Le problème, c'est qu'on sait que les gens y accèdent mais pas qu'ils lisent.

(brouhaha...)

En tout cas, on a un sujet pour l'atelier de la prochaine fois !

Les références chiffrées, c'est vrai, ne parlent pas de la lecture sur Internet. Elles mesurent dans l'autre espace...

Alain Giffard

Quand je parle de baisse, je parle de baisse sur les performances de lecture. Elle est constatée dans tous les pays développés.

Ludovic Prieur

Oui, mais la baisse de la performance et la baisse de la quantité de lecture sont deux choses différentes...

Alain Giffard

C'est vous qui avez interprété quantité... J'ai parlé de reflux de la lecture, vous parlez de baisse de la quantité. Mais je serais très étonné que la performance baisse alors que les gens lisent plus ! Ce sera un scoop dans l'histoire de l'humanité : plus je lis, plus mal je lis...

Christian Fauré

Une page consultée sur Internet n'est pas forcément lue.

Cécile Cabantous

Attendez, on ne parle pas forcément des mêmes choses, on ne va pas faire des disputes sur des mots pas assez définis.

Philippe Aigrain

A la question : à qui revient la critique d'Internet ?, je voudrais pouvoir répondre : l'école, mais vu la performance qu'elle a eue dans la critique de la télévision, cinquante ans d'échec radical favorisé par une génération de sociologues qui disaient qu'il n'y avait pas de problème, je ne voudrais pas lui confier aujourd'hui une mission vis-à-vis de l'Internet sans l'équiper et lui donner les moyens...

On peut au moins définir ce que peut être l'éducation à la critique d'Internet : c'est l'appréciation critique d'Internet en commençant par aider à comprendre comment ça marche, et pas seulement comment s'en protéger. Qu'est-ce qu'en effet l'éducation à la langue et à l'écrit, si ce n'est avoir un espace spécial dans lequel on ne se contente pas de parler ou d'écrire, mais où on réfléchit au fonctionnement de la langue et à la façon dont un texte propage dans l'esprit des idées et des émotions. Or, dans le cas d'Internet, c'est une question très difficile. A voir ce qui s'écrit sur Google Rand, et en supposant qu'on parvienne à comprendre, force est de constater que ces livres ne donnent pas les outils permettant de former une vision critique globale de Google Rand. Ou alors, il faut répondre, a minima, que l'éducation au fonctionnement d'Internet, c'est avant tout une éducation à formuler les bonnes questions.

Emmanuel Saint-James

La notion de bonne question, le fait de poser une bonne question à une machine, cela me laisse un peu rêveur.

Philippe Aigrain

Alors plutôt : à se poser à soi la bonne question pour poser la bonne requête à une machine !!

Un participant

A propos de requêtes, j'ai suivi Google depuis le début, et les moteurs de

recherche en général. Il y a dix ans, Google était bien plus pertinent qu'aujourd'hui. Maintenant, les requêtes sont détournées, d'abord parce que ça nous apporte des choses qui viennent de Google Book, par exemple. Ou parce que mettre un mot charge en même temps des synonymes sans prévenir l'utilisateur. Si bien que celui qui ne connaît pas les techniques de recherche documentaire a en effet peu de chances d'avoir un esprit critique sur les réponses qui lui sont fournies.

Cécile Cabantous

Il va me rester cinq minutes. On n'a nécessairement pas épuisé toutes les questions et tous les sujets. Ma question, maintenant, c'est : quelles perspectives de travail pourrait-on se donner ? Est-ce qu'on peut par exemple aller vers un ou des groupes de travail pour continuer à répondre à des questions qui ont été soulevées, ou mettre en place des projets ?

Par exemple, une idée que je voudrais tester ici rapidement : c'est face face à la difficulté à mobiliser via le Net, à la volatilité des investissements, pour toutes sortes de mouvements sociaux et d'associations, est-ce imaginable de créer une sorte de portail avec les associations qui se sont réunies ici ? De rapprocher sur le Net celles qui se sont rapprochées dans le cadre du FMSD ? Est-ce imaginable, souhaitable, pour susciter plus de mouvements ?

Diane Vattolo (April)

En t'écoutant, j'ai eu envie de dire les choses ainsi : les nouvelles technologies sont enrichissantes quand elles coexistent avec d'anciennes pratiques, mais elles deviennent un appauvrissement quand elles les remplacent. Par exemple, une réunion comme celle-ci, non virtuelle, peut être enrichie par les préparations, l'enregistrement vidéo et prolongée dans la durée sur Internet, mais ce serait un appauvrissement si elle se réduisait à un blog ou aux mails, comme ça a été évoqué dans la communication interentreprise. Idem quand un surveillant de lycée fait un constat d'absence d'un élève sans s'informer des raisons de son absence. Idem encore face à la vidéosurveillance et aux caméras qui remplacent des personnes, alors qu'elles sont indispensables... C'est quand la technique est soumise à des objectifs de rentabilité et d'économies de temps et de personnes qu'elle devient un appauvrissement. C'est aussi en ce sens qu'Internet, ni même l'écriture ne doivent remplacer les échanges de cet après-midi ou d'autres à l'avenir.

Cécile Cabantous

Merci. Lionel, est-ce que tu peux préciser les perspectives du forum ?

Lionel Larqué (FMSD, Les Petits Débrouillards)

C'est une question qui se pose dans tous les ateliers. Je constate qu'ici la richesse des échanges et la diversité des participants autour de la table sont le ferment de quelque chose à construire. On a des questions similaires posées par des catégories d'acteurs différentes : syndicats, associations d'éducation populaire, citoyens engagés, intellectuels, spécialistes du Net, vidéastes, c'est une matrice pas si fréquente. Par exemple : l'éducation à la critique du Net. Ce qu'il faudrait définir, avant même de savoir quel est l'outil technologique, un portail ou autre, ce sont les personnes, les citoyens, les organisations qui voient

dans cet atelier des problématiques ou des tensions communes pouvant susciter des coopérations et pouvant enrichir notre compréhension des phénomènes, l'amélioration nos pratiques et la diffusion de ce que l'on sait et de ce que l'on apprend ensemble vers ceux qui viendront nous rejoindre sur notre territoire.

Ce pour quoi je plaiderais, c'est, à partir de la synthèse, de lancer un rendez-vous pour trouver la méthode et proposer un cadre d'échange pour les deux mois à venir : dans les deux mois qui viennent, on définit les quatre ou cinq types d'actions qu'on peut mener en commun. On ne peut pas se permettre de lancer un processus qui ne serait que des échanges. Dans tous les cas, il faut qu'on puisse tester les enjeux, et s'aider réciproquement. Cela pourra être un texte, cela peut être une expérimentation, cela peut être des coopérations de savoir-faire, entre des acteurs de l'éducation populaire et des labos ou des syndicats.

Cécile Cabantous

Qui est intéressé pour avancer dans le sens qui vient d'être précisé...

Thomas Fourmond (globalreflet.org)

Je suis pour un rendez-vous. Peut-être qu'il faut définir les trois, quatre questions, et puis se fixer, par Internet, un autre rendez-vous.

C'est la fin de l'atelier, mais une question se fait encore entendre...

Tamer El-Aidi

Un dernier point n'a pas été abordé, c'est l'aspect normatif des TIC. Lundi, je retourne dans mon espace multimédia pour faire une formation à des adultes qui sont des chômeurs de longue durée. L'aspect normatif, c'est par exemple d'expliquer l'ordre de lecture et de priorité dans la page Web, que telle icône définit tel fonctionnement, etc., il y a des comportements induits par le design et les techniques, et l'on n'a pas encore assez réfléchi à cela.

FIN du compte-rendu synthétique du FMSD/Numérique.